



DÉCLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA ÉDUCATION AU COMITE TECHNIQUE ACADEMIQUE du 3 juillet 2020

Madame la rectrice, mesdames et messieurs les membres du CTA

Le 26 juin, les organisations syndicales représentant les enseignants du premier et du second degré ont été conviées à une présentation des évaluations nationales pour la rentrée 2020 par le cabinet du ministre, accompagné de la DEPP et de la DGESCO. La réunion a mis en évidence le fossé qui sépare les enseignants et leurs attentes pour cette rentrée et l'approche « évaluation-remédiation » individuelle portée par la technostructure.

Même si quelques critiques ponctuelles ont été prises en compte, il est clair que le dispositif ne répond pas aux attentes et aux besoins des enseignants et de leurs élèves à la rentrée 2020, une rentrée très particulière où la priorité sera de renouer avec les apprentissages collectifs dans un climat de bienveillance réelle et pas seulement affichée dans les discours.

Les enseignants souhaitent d'abord pouvoir installer les rituels de travail et observer leurs élèves en train d'apprendre. Ils ont besoin de temps pour reprendre les apprentissages menés de manière partielle de mars à juin et ne voient pas d'intérêt à casser les dynamiques qui s'installent pour perdre du temps à des évaluations peu exploitées car peu exploitables.

Plusieurs questions, et non des moindres, sont restées sans réponses lors de cette réunion.

Comment sera reconnue la charge de travail engendrée par les évaluations en particulier dans le premier degré ? Que se passera-t-il si la rentrée a lieu dans des conditions sanitaires dégradées ?

Aujourd'hui, vendredi 3 juillet, les enseignants et leurs représentants dûment élus et plus largement l'ensemble de la communauté éducative, ne savent rien des intentions du ministre pour la rentrée, sinon que le 14 septembre, il y aura « évaluations nationales » dans tous les CP, CE1, 6^{ème} et secondes. Aucun scénario détaillé n'a été travaillé avec les personnels, aucune procédure n'a été élaborée collectivement. Nous n'étions pas prêts le 16 mars, et pour ce que nous en savons, nous ne serons pas plus prêts en septembre dans le cas d'une reprise de l'épidémie. Même dans le contexte le plus favorable, le virus circulera encore. Que va-t-il par exemple se passer dans les lycées qui réunissent de 1000 à 4000 adultes dans le même lieu ? Il est juste inadmissible que nous n'ayons pas été associés ni mis au courant de quoi que ce soit.

Le décalage permanent entre le discours ministériel en direction du grand public et la réalité de ce qui est vécu par chacun et chacune dans son activité quotidienne n'est pas pour rien dans l'abîme de défiance qui sépare le ministre de ses personnels. Ceux-ci attendent du concret et des moyens pour répondre aux défis inédits de la rentrée prochaine, plutôt que des évaluations inadaptées et des discours ronflants.

Concernant le plan de formation académique, **l'UNSA Education** tient à faire valoir la place et le rôle des PsyEN dans la formation continue des personnels (enseignants, AESH, ...), comme le souligne la circulaire de 2017 précisant leurs missions. En tant qu'experts au service de la communauté éducative et des instances de dialogue, les PsyEN doivent pouvoir participer aux travaux de réflexion professionnelle et contribuer à la formation initiale et continue des personnels de l'éducation nationale, d'autant plus dans cette période inédite, source de grande anxiété pour tous.

Pour la première année, toutes les opérations de mutations se sont déroulées sans que les Commissions administratives paritaires (CAP) ne soient consultées, sans que nos représentants ne soient associés. L'an prochain, ce sera au tour des déroulements de carrière (avancement, promotions, liste d'aptitude) de connaître le même sort. Les agents du Service public, sont les premiers touchés par ces bouleversements : opacité voire non-respect des règles, absence d'informations pour comprendre et vérifier, indisponibilité de l'employeur pour nous répondre...

L'UNSA Education dénonce une nouvelle fois la loi de transformation de la Fonction publique d'août 2019 qui ne nous permet plus d'assurer, en collaboration et bonne intelligence, le suivi et la vérification des opérations de gestion des mutations et des carrières.

Les lignes directrices de gestion académiques relatives à la mobilité des personnels de l'Éducation nationale de février 2020, garantissant la transparence et l'équité de traitement des demandes de mutation, prévoient qu'après les résultats « les services restent à disposition pour apporter tous les éléments d'explication de la décision ». Aussi, nous souhaitons que les personnels puissent avoir communication de leur rang dans la pile des demandeurs sur leurs vœux, et plus spécifiquement pour les enseignants, les barres des communes, des groupements de communes et des zones de remplacement dans leurs disciplines.

En application de l'article L. 311-3-1 du code des relations entre le public et l'administration, **l'Unsa Education** demande la communication aux organisations syndicales des résultats du mouvement des personnels.

Enfin, à propos de la réforme territoriale, **l'UNSA Education** tient à rappeler ses exigences quant à la mise en œuvre d'un réel dialogue social. Lors du dernier CTA inter académique du 28 novembre 2019, un calendrier avait été établi. Si la crise sanitaire n'a pas permis de rencontres depuis début mars, elle ne peut pas justifier à elle seule le retard pris. Nous demandons au plus tôt une remise à plat du rétro planning organisationnel 2020/2022 pour éviter une pléthore d'instances en fin d'année.

Dans notre académie, nous disposons de premiers éléments factuels inquiétants, notamment sur le transfert de postes de la Dsden de la Drôme vers le rectorat. Les personnels administratifs vont être touchés par la réorganisation. **L'UNSA Education** exige des garanties quant à un réel accompagnement des personnels concernés.

Pour l'UNSA Éducation

***Serge RAVEL
Zohra OUCHCHANE
Sophie Descaux
Jean-Marie LASSERRE***